



RCS : DIJON

Code greffe : 2104

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DIJON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1987 B 80084

Numéro SIREN : 342 064 557

Nom ou dénomination : SA A. GOICHOT ET FILS

Ce dépôt a été enregistré le 08/07/2016 sous le numéro de dépôt 4631

A. GOICHOT ET FILS
Société Anonyme au capital de 600 000 euros
Siège social : avenue Charles de Gaulle - 21200 BEAUNE

342 064 557 RCS DIJON

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon
le 08 JUIL. 2016
sous le n°A

4631

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 JUIN 2016**

L'an deux mille seize,
Le trente juin, à dix heures,

Les actionnaires de la société A. GOICHOT ET FILS, société anonyme au capital de 600 000 euros, divisé en 12 000 actions de 50 euros chacune, désignée en tête des présentes, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre simple adressée le 3 juin 2016 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur André GOICHOT, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Arnauld GOICHOT, actionnaire représentant tant par lui-même que comme mandataire le plus grand nombre de voix et seul acceptant cette fonction, est appelé comme scrutateur.

Madame Martine JULIEN est désignée comme secrétaire.

Le CABINET ALTEXA, Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, est absent excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins 4 000 actions sur les 12 000 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant au moins le quorum du tiers des actions ayant droit de vote, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Conseil d'Administration,

AG Ac 96

- le rapport du commissaire aux apports,
- le contrat d'apport conclu le 3 juin 2016 avec Monsieur André GOICHOT,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social ou sur le site Internet de la Société dont l'adresse figure sur la convocation, pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux apports,
- Approbation de l'apport consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social de 1 600 000 euros par apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président donne lecture du rapport du Conseil d'Administration, du contrat d'apport et du rapport du commissaire aux apports.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

après avoir entendu la lecture :

- d'un contrat d'apport en date à BEAUNE (Côte d'Or) du 3 juin 2016 (annexé aux présentes) aux termes duquel Monsieur André GOICHOT fait apport à notre Société de la pleine propriété 96 parts sociales d'une valeur nominale chacune de 15 euros, entièrement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 96, de la société MAG 2000, société civile immobilière au capital de 1 500 euros ayant son siège social Avenue Charles de Gaulle - 21200 BEAUNE et qui est immatriculée sous le n°429 521 552 RCS DIJON, évalués à 1 600 000 euros,
- du rapport de la société FCRC (France Commissariats Révision Consultants), commissaire aux apports désigné à l'unanimité des actionnaires en date du 20 juin 2016,

et après avoir rappelé que :

AG AG 96

- concomitamment à la réalisation définitive de l'Apport, la société MAG 2000 procèdera à la levée d'option d'achat de l'ensemble immobilier situé 1065 rue André Marie Ampère - 21200 BEAUNE, actuellement sous loué à notre Société dont elle est crédit-preneur, et qu'elle procèdera également à la vente dudit ensemble immobilier suivant un prix d'ores et déjà convenu avec l'acquéreur et ce, comme évoqué par le contrat d'apport ci-avant désigné, sous réserve du droit de préemption de la Commune de BEAUNE,

Approuve cet apport aux conditions stipulées à l'acte d'apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du contrat d'apport et du rapport du Conseil d'Administration, déclare approuver dans toutes ses dispositions ledit contrat et décide à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution d'augmenter le capital social de 1 600 000 euros pour le porter de 600 000 euros à 2 200 000 euros, au moyen de la création de 32 000 actions nouvelles de 50 euros chacune, entièrement libérées, et attribuées à Monsieur André GOICHOT en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au titre de cet exercice, le dividende global susceptible de leur revenir sera réduit prorata temporis, en raison du temps écoulé entre ladite date et la fin de l'exercice par rapport à une année entière.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate, par suite de l'adoption des résolutions qui précèdent, que l'augmentation de capital qui en résulte est définitivement réalisée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

AG AG 76

« Le capital social est fixé à **DEUX MILLIONS DEUX CENT MILLE (2 200 000) euros**.

Il est divisé en QUARANTE-QUATRE MILLE (44 000) actions de CINQUANTE (50) euros chacune, de même catégorie. »

ARTICLE 7 – APPORTS

«

Il a été apporté au capital de la société :

- | | |
|---|--------------------|
| - lors de sa constitution en date du 10 juillet 1987, la somme de en numéraire, | 38 112,25 euros |
| - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 30 octobre 1998, la somme de en numéraire, par l'émission de 7 500 actions nouvelles de 15,24 euros de nominal assorties d'une prime d'émission de 30,48 euros par action, | 114 336,76 euros |
| - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 30 octobre 1998, la somme de par l'incorporation de la prime d'émission votée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 1998, | 228 673,53 euros |
| <hr/> | |
| - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 17 décembre 1999, la somme de prélevée à concurrence de 62 371,47 euros sur la réserve spéciale de l'article 219 I.f du C.G.I. et à concurrence de 56 505,99 euros sur le compte « Autres réserves », | 118 877,46 euros |
| - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 17 décembre 1999, la somme de en numéraire, par l'émission de 2 000 actions nouvelles de 50 euros de nominal assorties d'une prime d'émission de 50 euros chacune. | 100 000,00 euros |
| - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 30 juin 2016, la somme de en numéraire, par l'émission de 32 000 actions nouvelles de 50 euros de nominal. | 1 600 000,00 euros |

AG 06 96

Total composant le capital social

2 200 000,00 euros

»

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Scrutateur

Monsieur Arnauld GOICHOT

Le Président

Monsieur André GOICHOT

Le Secrétaire

Madame Martine JULIEN

Arnauld Goichot

André Goichot

Martine Julien

Enregistré à	SIE DE DIJON NORD
Le 01/07/2016	Bordereau n°2016/2054 Case n°24
Enregistrement	500 €
Total liquidé	cinq cents euros
Montant reçu	cinq cents euros
L'Agent des impôts	

Evelyne POIGET

[Signature]

CONTRAT D'APPORT DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur André GOICHOT** né le 29 janvier 1959 à MERCEUIL (Côte d'Or), de nationalité française, divorcé en uniques noces de Madame Martine LOISEAU en vertu d'un jugement rendu le 13 décembre 2002 par le Tribunal de Grande Instance de DIJON (Côte d'Or), non remarié ni soumis à pacte civil de solidarité depuis, demeurant rue de la Planche de Pierre - 21190 MERCEUIL,

Ci-après également dénommé l'« **Apporteur** »,
D'une part,

Et,

- **La société SA A. GOICHOT ET FILS**, société anonyme au capital de 600 000 euros dont le siège social est fixé Avenue Charles de Gaulle - 21200 BEAUNE et qui est immatriculée sous le n°342 064 557 RCS DIJON, et représentée aux présentes par Monsieur André GOICHOT, en sa qualité de Président et Directeur Général,

Ci-après également dénommée la « **Société Bénéficiaire** »,
D'autre part,

~~L'Apporteur et la Société Bénéficiaire étant également ci-après dénommés une ou les~~
« **Partie(s)** » ou un ou les « **Soussigné(s)** ».

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. APPORT

L'Apporteur apporte à la Société Bénéficiaire, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour celle-ci par Monsieur André GOICHOT, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit (l'« **Apport** »).

1.1. BIENS APPORTES

L'Apporteur apporte à la Société Bénéficiaire la pleine propriété de 96 parts sociales, d'une valeur nominale chacune de 15 euros, entièrement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 96, de la société MAG 2000, société civile immobilière au capital de 1 500 euros ayant son siège social Avenue Charles de Gaulle - 21200 BEAUNE et qui est immatriculée sous le n°429 521 552 RCS DIJON (la « **Société Cible** »), (une ou les « **Part(s)** » ou les « **Biens Apportés** »).

Par acte reçu le 07 avril 2000 par Maître Gilles SERAPHIN, Notaire à BEAUNE (Côte

d'Or), substituant Maître Nicolas PRUD'HOMME, Notaire à PARIS 2^{ème}, et divers avenants, portant crédit-bail immobilier (le « **Crédit-Bail** »), conclus avec les sociétés FRUCTICOMI, MUR ECUREUIL et FINAMUR, la Société Cible est crédit-preneur immobilier d'un ensemble immobilier situé 1065 rue André Marie Ampère - 21200 BEAUNE ; lequel ensemble immobilier est à ce jour sous-loué à la société SA A. GOICHOT ET FILS, Société Bénéficiaire, (l'« **Ensemble Immobilier** »).

La Société Bénéficiaire dispense le rédacteur des présentes de décrire plus amplement la Société Cible, et plus particulièrement sa situation patrimoniale, le représentant de la Société Bénéficiaire reconnaissant parfaitement la connaître.

1.2. ORIGINE DE PROPRIETE DES BIENS APPORTES

L'Apporteur déclare être plein propriétaire en propre des Biens Apportés pour les avoir reçues, d'une part, en contrepartie de son apport en numéraire qu'il a effectué lors de la constitution de la société survenue aux termes d'un acte reçu le 31 janvier 2000 par Maître Gilles SERAPHIN, Notaire à BEAUNE (Côte d'Or), dûment enregistré, au prix de 15 euros la part sociale à hauteur d'1 part sociale (n°1), et, d'autre part, suite à la cession de parts sociales réalisée aux termes d'un acte reçu les 27 et 31 décembre 2003 par Maître Gilles SERAPHIN, Notaire à BEAUNE (Côte d'Or), enregistré à la RECETTE DE BEAUNE le 29 janvier 2004 (Bordereau n°2004/78, Case n°2), par Madame Martine LOISEAU à son profit, au prix de 15,88 euros (valeur arrondie) la part sociale, à hauteur de 95 parts sociales (n°2 à 96).

1.3. VALEUR DES BIENS APPORTES

Il est précisé que la Société Cible envisage, concomitamment à l'Apport, de lever l'option d'achat dont elle bénéficie au titre du Crédit-Bail, en conséquence de quoi la Société Cible deviendra propriétaire de l'Ensemble Immobilier.

Il est également précisé que la Société Cible procédera à la vente de l'Ensemble Immobilier suivant un prix d'ores et déjà convenu avec l'acquéreur.

Par suite, la valeur attribuée aux Biens Apportés, ci-dessous convenue d'un commun accord entre l'Apporteur et la Société Bénéficiaire, est basée sur la valorisation de l'Ensemble Immobilier, en sus de l'actif net de la Société Cible.

Les Biens Apportés sont ainsi évalués à la somme d'UN MILLION SIX CENT MILLE (1 600 000) EUROS.

Cette évaluation des Biens Apportés est proposée à la société FCRC (France Commissariats Révision Consultants), commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue par l'article L. 822-1 du Code de commerce, ayant son siège social à BELFORT (90003) - 7 Boulevard Richelieu - BP 137, désignée en qualité de Commissaire aux Apports aux termes d'une assemblée générale extraordinaire, statuant à l'unanimité, en date du 18 mai 2016.

ARTICLE 2. REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'Apport évalué à UN MILLION SIX CENT MILLE (1 600 000) EUROS, il sera attribué par la Société bénéficiaire à l'Apporteur 32 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de CINQUANTE (50) euros chacune, entièrement libérées, qui seront émises au pair à titre d'augmentation de capital (une ou les « **Action(s) Nouvelle(s)** »).

Les Actions Nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital de la Société Bénéficiaire entièrement assimilées aux actions anciennes ; dès lors, elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des actionnaires.

Conformément à la Loi, le représentant de la Société Bénéficiaire déclare que les Actions Nouvelles seront attribuées comme il est indiqué ci-dessus et seront intégralement libérées.

L'Apporteur reconnaît la sincérité de cette déclaration.

ARTICLE 3. CARACTERE PROPRE DES BIENS APPORTES

L'Apporteur déclare et garantit à la Société Bénéficiaire que les Biens Apportés lui appartiennent en pleine propriété et à lui seul.

En conséquence, les Actions Nouvelles à émettre par la Société Bénéficiaire, émises en contrepartie de l'Apport, seront attribuées en pleine propriété au seul Apporteur.

ARTICLE 4. CHARGES ET CONDITIONS

L'Apport est réalisé à titre pur et simple et a lieu sous les charges et conditions suivantes.

- (a) Les associés de la Société Cible ont préalablement donné leur consentement à la réalisation de l'Apport par assemblée générale extraordinaire en date du 30 avril 2016, conformément à l'article 12 de ses statuts.
- (b) La Société Bénéficiaire sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux Biens Apportés.
- (c) La Société Bénéficiaire prendra les Biens Apportés tels qu'ils existent sans pouvoir réclamer aucune indemnité ni diminution à l'Apporteur.
- (d) Il sera procédé à la transcription dans les statuts de la Société Cible de l'Apport, lors de la modification de ceux-ci afin de tenir compte de la nouvelle répartition de capital découlant de la réalisation de l'Apport.
- (e) L'Apporteur déclare que les Biens Apportés ne font l'objet d'aucun gage ni nantissement et ne sont frappés d'aucune opposition.

Par exception, l'Apporteur rappelle que les Parts font l'objet d'un nantissement au profit des sociétés FRUCTICOMI, MUR ECUREUIL et FINAMUR, en garantie du Crédit-Bail, lequel nantissement deviendra caduque et sans objet dès à compter la levée d'option

d'achat devant intervenir.

Par ailleurs, s'il venait à se révéler un nantissement, ou plus généralement toute garantie, grevant les Biens Apportés, l'Apporteur s'engage à en obtenir mainlevée sous les meilleurs délais à première demande, et sous réserve de celle-ci, de la Société Bénéficiaire, et ce, sous réserve d'indemnisation de la Société Bénéficiaire par l'Apporteur en cas de défaillance.

- (f) Purge du droit de préemption visé par l'article L.211-1 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 5. VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT – CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport ne deviendra définitif qu'à la date de la délibération de la Société Bénéficiaire portant réalisation de l'augmentation du capital social par apport en nature, ayant pour objet l'Apport des Biens Apportés, après réalisation des conditions suivantes :

- (a) Etablissement d'un rapport du Commissaire aux Apports contenant l'appréciation de la valeur de l'Apport.
- (b) Vérification et approbation, par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société Bénéficiaire et de l'évaluation de l'Apport et constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital par ladite Assemblée de la Société Bénéficiaire.

La réalisation de ces conditions devra intervenir le 31 août 2016 au plus tard, la présente convention sera considérée comme nulle et non avenue, sans indemnité de part ni d'autre.

Date d'effet de l'Apport

Les Parties conviennent de ne pas conférer d'effet rétroactif à l'Apport. En conséquence, et sous la réalisation des conditions stipulées par ailleurs, l'Apport prendra effet à la date de la délibération de la Société Bénéficiaire portant augmentation du capital social par apport en nature.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS FISCALES

6.1. CONCERNANT LES PLUS-VALUES

L'Apporteur rappelle (i) qu'il est une personne physique domiciliée en France au sens de la réglementation fiscale, (ii) que la Société Bénéficiaire est soumise à l'impôt sur les sociétés et (iii) que l'Apport sera rémunéré par des parts sociales remises à l'échange sans soulte.

S'agissant de l'apport de droits sociaux tels que définis à l'article 150-0 A du Code général des impôts réalisé en France à une société soumise à l'impôt sur les sociétés, laquelle Société Bénéficiaire est contrôlée directement ou indirectement par l'Apporteur, et en l'absence de soulte, l'imposition de la plus-value réalisée par l'Apporteur fait l'objet, de plein droit, d'un report d'imposition conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

L'Apporteur indiquera à cet effet le montant de la plus-value en report sur ses déclarations de revenus et reconnaît avoir eu communication de l'attestation émise ce jour par la Société Bénéficiaire à son profit.

6.2. CONCERNANT L'ENREGISTREMENT

S'agissant de l'apport à titre pur et simple de biens non soumis au droit spécial de mutation (CGI art. 809, I-3° ; BOI-ENR-AVS-10-10-20 n° 40 et 50) effectué à l'occasion d'une augmentation de capital de la Société Bénéficiaire, ce dernier sera, conformément aux dispositions de l'article 810, I du Code général des impôts, soumis au droit fixe de 500 euros.

ARTICLE 7. DECLARATIONS SPECIALES

Les Parties ainsi que la Société Cible, prise en la personne de Monsieur André GOICHOT en sa qualité de gérant de celle-ci, déclarent faire leur affaire d'avertir ou d'avoir averti les partenaires (notamment financiers) de la Société Cible de la survenance de l'Apport, objet des présentes, et le cas échéant d'obtenir ou avoir obtenu toute autorisation utile. Ils déclarent avoir été parfaitement informés par le rédacteur des présentes des incidences éventuelles de la survenance de l'Apport, et le déchargent en conséquence de toute responsabilité à cet égard.

ARTICLE 8. AFFIRMATION DE SINCERITE

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des Biens Apportés.

ARTICLE 9. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile :

- l'Apporteur : en son domicile indiqué en tête des présentes,
- la Société Bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

ARTICLE 10. FRAIS

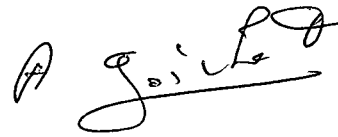
Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société Bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

FIN DU CONTRAT AVANT SIGNATURES
--

Fait à BEAUNE (Côte d'Or)
Le 3 juin 2016
En quatre (4) exemplaires



L'Apporteur
Monsieur André GOICHOT



La Société Bénéficiaire
La Société SA A. GOICHOT ET FILS
représentée par M. André GOICHOT

A. GOICHOT ET FILS
Société Anonyme au capital de 2 200 000 euros
Siège Social : Avenue Charles de Gaulle 21200 BEAUNE

342 064 557 RCS DIJON

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon
le **08 JUIL 2016**
sous le n°A **4631**

STATUTS

Mis à jour suite à l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2016

Augmentation du capital social

Statuts originaux en date du 10 juillet 1987
Par acte notarié de Me GACON, notaire associé à CHALON SUR SAONE

A. GOICHOT ET FILS
Société Anonyme au capital de 2 200 000 euros
Siège Social : Avenue Charles de Gaulle 21200 BEAUNE

342 064 557 RCS DIJON

TITRE I
FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il a été formé, suivant acte notarié reçu le 10 juillet 1987 par Me GACON, notaire associé à CHALON SUR SAONE, une Société à Responsabilité Limitée, transformée en Société Anonyme suivant décision collective des associés en date du 1^{er} Février 1991 avec effet de cette date, et qui existe actuellement entre les propriétaires d'actions composant le capital social tel qu'il est mentionné à l'article 6 ci-après.

La société est régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'Etranger :

- l'exploitation de tout fonds de négoce de vins, en gros, demi-gros et détail, vente à commission de vins,
- transports routiers de marchandises pour le compte d'autrui,
- location de véhicules industriels pour le transport routier de marchandises,
- toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social ou à tous objets similaires ou connexes,
- la participation de la société par tous les moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à son objet social et notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, commandite, souscription ou achats de titres et droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : « **A. GOICHOT ET FILS** ».

A. GOICHOT ET FILS

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **BEAUNE (Côte d'Or), Avenue Charles de Gaulle.**

Transfert du siège social.

Le conseil d'administration, qui transfère le siège social dans les conditions prévues par la loi, est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société expirera le 24 AOUT 2086.

TITRE II
CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **DEUX MILLIONS DEUX CENT MILLE (2 200 000) euros.**

Il est divisé en QUARANTE-QUATRE MILLE (44 000) actions de CINQUANTE (50) euros chacune, de même catégorie.

ARTICLE 7 - APPORTS

Il a été apporté au capital de la société :

- | | |
|--|------------------|
| - lors de sa constitution en date du 10 juillet 1987, la somme de en numéraire, | 38 112,25 euros |
| - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 30 octobre 1998, la somme de en numéraire, par l'émission de 7 500 actions nouvelles de 15,24 euros de nominal assorties d'une prime d'émission de 30,48 euros par action, | 114 336,76 euros |
| - lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 30 octobre 1998, la somme de par l'incorporation de la prime d'émission votée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 octobre 1998, | 228 673,53 euros |

- lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 17 décembre 1999, la somme de	118 877,46 euros
prélevée à concurrence de 62 371,47 euros sur la réserve spéciale de l'article 219 I.f du C.G.I. et à concurrence de 56 505,99 euros sur le compte « Autres réserves »,	
- lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 17 décembre 1999, la somme de	100 000,00 euros
en numéraire, par l'émission de 2 000 actions nouvelles de 50 euros de nominal assorties d'une prime d'émission de 50 euros chacune.	
- lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 30 juin 2016, la somme de	1 600 000,00 euros
en numéraire, par l'émission de 32 000 actions nouvelles de 50 euros de nominal.	

Total composant le capital social	2 200 000,00 euros

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévus par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Conseil d'Administration, est seule compétente pour décider une augmentation de capital. Celle-ci s'effectue par l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la Société.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'Assemblée Générale le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de l'entreprise. En outre, un tel projet doit être soumis, tous les trois ans, à une Assemblée Générale Extraordinaire convoquée à cet effet, tant que les actions détenues par le personnel de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce représentent moins de trois pour cent du capital.

2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3. Le capital social pourra être amorti en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux administrateurs et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Lorsqu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ce droit que s'ils font leur affaire personnelle du groupement correspondant d'actions.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions et suivant la procédure prévues par la loi.

Préemption.

Les actionnaires bénéficient d'un droit de préemption en cas de cession par un actionnaire de tout ou partie de ses actions à un tiers étranger à la Société, droit qui s'exerce selon les modalités ci-après fixées.

L'actionnaire cédant doit notifier au conseil d'administration son projet de cession par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extra judiciaire, en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Le conseil d'administration informe les actionnaires du projet de cession dans le délai de quinze jours de sa réception au siège social, en leur fournissant les mêmes renseignements.

Si les demandes d'achat des actionnaires préempteurs excèdent le nombre d'actions dont la cession est projetée, ces demandes sont réduites proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque actionnaire préempteur.

Les achats ont lieu au prix proposé par le cédant ou, en cas de désaccord, au prix fixé par un expert conformément à l'article 1843-4° du Code civil.

A défaut d'exercice du droit de préemption par les actionnaires ou en cas d'exercice partiel de ce droit, le cédant peut, à l'expiration de trois mois à compter du jour de la notification du projet de cession à la Société, réaliser la cession projetée.

4 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession à un tiers, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

TITRE III **ADMINISTRATION DE LA SOCIETE**

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion. Chaque administrateur doit être propriétaire d'au moins une action.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de SOIXANTE-DIX (70) ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Lorsque cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L. 225-24 du Code de commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre d'administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'au moins une action.

ARTICLE 15 - ORGANISATION DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée ne pouvant excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de SOIXANTE-DIX (70) ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil peut également désigner un ou deux vice-présidents et un secrétaire qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par le vice-président le plus âgé. A défaut, le Conseil désigne, parmi ses membres, le président de séance.

ARTICLE 16 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président. Le Directeur Général, ou, lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un tiers au moins des administrateurs, peuvent demander au Président, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

La convocation est faite quinze jours à l'avance par tous moyens, et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Partage des voix.

En cas de partage, la voix du Président de séance n'est pas prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur du Conseil d'Administration, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent

à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence conformes à la réglementation en vigueur.

Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

- nomination, rémunération, révocation du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués,
- arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 17 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis à leur examen.

ARTICLE 18 - POUVOIRS DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

ARTICLE 19 - DIRECTION GENERALE

1 - Modalités d'exercice

La direction générale est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

2 - Direction générale

Le Directeur Général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non.

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination. Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de SOIXANTE-DIX (70) ans. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Directeur Général mais ces limitations sont inopposables aux tiers.

3 - Directeurs Généraux délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général délégué.

Le Conseil d'Administration peut choisir les directeurs généraux délégués parmi les administrateurs ou non et ne peut pas en nommer plus de 5.

La limite d'âge est fixée à SOIXANTE-DIX (70) ans. Lorsqu'un Directeur Général délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

ARTICLE 20 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le Conseil d'Administration.

2 - Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et des directeurs généraux délégués. Ces rémunérations peuvent être fixes et/ou proportionnelles.

3 - Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 21 - CUMUL DES MANDATS

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats d'administrateur ou membre de Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf dérogation prévue par la loi.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de directeur général ou de membre du directoire ou de directeur général unique de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf dérogation prévue par la loi.

Sans préjudice des dispositions précédentes, une personne physique ne peut exercer plus de cinq mandats de directeur général, de membre du directoire, de directeur général unique, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf dérogation prévue par la loi.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions relatives au cumul doit se démettre de l'un de ses mandats dans les trois mois de sa nomination, ou du mandat en cause dans les trois mois de l'événement ayant entraîné la disparition de l'une des conditions fixées par la loi en cas de dérogation. A l'expiration de ce délai, la personne est démise d'office et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes précitées est indirectement intéressée et des conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions prévues par la loi.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes, au plus tard le jour du conseil arrêtant les comptes de l'exercice écoulé. Les actionnaires peuvent également obtenir communication de cette liste et de l'objet des conventions.

Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV
ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires.

ARTICLE 23 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi.

ARTICLE 24 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées dans les conditions légales et réglementaires.

Le comité d'entreprise peut également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 25 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles et que l'actionnaire justifie de leur inscription sur un compte tenu par la Société 5 jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société 3 jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation.

Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité dans les conditions fixées par la loi, peuvent assister aux assemblées générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des actionnaires.

ARTICLE 26 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

ARTICLE 27 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 28 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 29 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

TITRE V
COMMISSAIRE AUX COMPTES – BILAN SOCIAL
REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 31 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

ARTICLE 32 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} JANVIER et finit le 31 DECEMBRE.

ARTICLE 33 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

ARTICLE 34 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 35 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment

de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

TRANSFORMATION – DISSOLUTION – FUSION - LIQUIDATION

ARTICLE 36 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 37 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société par actions simplifiée est décidée à l'unanimité des actionnaires.

ARTICLE 38 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'actionnaire unique est une personne physique.

ARTICLE 39 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le tribunal soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A L'ORIGINAL